



BRISER L'ENGRENAGE DES CRISES

La crise qui sévit dans le monde depuis plus d'un an, après d'autres qui se sont succédé depuis une décennie, n'est pas pour tout le monde. Car les inégalités, qui s'étaient considérablement accrues depuis l'avènement du néolibéralisme, se sont encore aggravées. Dans son rapport annuel, la banque Merrill Lynch dénombre 100 000 « ultra-riches » : ils détiennent chacun au moins 30 millions d'actifs financiers et, ensemble, 15 000 milliards de dollars équivalents à près du quart du produit brut mondial. Ce n'est plus seulement le système bancaire qu'ils contrôlent, comme les « deux cents familles » d'avant la Deuxième Guerre mondiale, qui dictaient leur loi à la Banque de France ; aujourd'hui c'est l'économie mondiale qu'ils prennent en otage et qu'ils plongent dans une crise aux multiples facettes, financière, écologique, alimentaire et sociale. Toutes ces crises et le système qui les engendre détruiront peu à peu l'humanité et la planète si les peuples laissent faire, parce que chacune d'entre elles renforce et exacerbe les autres.

Crise financière ¹

Malgré les efforts de beaucoup d'experts qui tentent de proposer leurs recettes pour « contenir » ² la crise, toutes les digues de protection, naguère présentées comme infranchissables, sont rompues. En premier lieu, la crise qui ne devait pas franchir l'Atlantique et devait rester confinée à l'épisode malheureux des subprimes états-uniens a gagné les autres pays les plus riches. Ensuite, contredisant les plus optimistes, la crise bancaire et financière a franchi la barrière de l'économie réelle puisque les États-Unis et l'Europe sont au bord de la récession (-0,3 % pour le PIB français au deuxième trimestre 2008, -0,5 % en Allemagne et -0,2 % dans la zone euro) et que, au niveau mondial, le ralentissement de la croissance est désormais certain. Il n'est évidemment pas question ici de louer la croissance tellement vantée parce qu'elle est le pilier même du capitalisme permettant aux propriétaires du capital de préserver et d'accroître leurs revenus en évitant les révoltes les plus violentes. Il est, en revanche, nécessaire de rappeler que cette récession sera d'abord mortifère pour les populations les plus vulnérables.

La libre circulation des capitaux, les procédures de titrisation, le développement des marchés à terme portant sur les produits dérivés, les politiques de dérégulation menées par les États sur leur territoire national ou bien dans un cadre communautaire comme en Europe et les facilités de crédit accordées au système financier pour participer aux restructurations gigantesques de l'appareil productif mondial, notamment par la technique du leverage buy out (LBO) ³, ont multiplié les secousses financières au cours des deux décennies passées. Effondrement des bourses (1987), crise des caisses d'épargne aux États-Unis (1988-89), crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), dérouté du fonds LTCM (1998), crise de la nouvelle économie (2000), crise des subprimes (2007), se sont succédé, une bulle chassant l'autre.

L'instabilité chronique est renforcée par la politique des banques centrales et des gouvernements qui volent au secours des institutions ayant pris trop de risques : Northern Rock au

Royaume-Uni, Bear Stearns, Fannie Mae et Freddie Mac aux États-Unis. En Europe, la BCE augmente son taux directeur sans se coordonner avec la Fed américaine qui baisse le sien, contribuant ainsi à la surévaluation de l'euro par rapport au dollar et aux variations erratiques du prix du pétrole, au risque de l'inflation qu'elle prétend combattre et malgré la récession imminente. Même si, en apparence, la Réserve fédérale semble mener une politique plus souple que la BCE au regard du pilotage de la conjoncture économique (crédit facilité devant un risque de récession, crédit freiné en cas de surchauffe), en réalité, l'une comme l'autre ont pour finalité essentielle de ne pas entraver les mécanismes financiers, persuadées qu'elles sont de la capacité de ces derniers à produire le meilleur pour le monde.

Or tous les indicateurs officiels sont dans le rouge. La baisse de 0,3 % du PIB français au deuxième trimestre français est d'abord influencée par le comportement des ménages qui consomment moins et diminuent très sensiblement (2,9 %) leurs acquisitions de logements. On ne peut s'en étonner car la part des rémunérations salariales dans la valeur ajoutée a atteint son plus bas niveau depuis la Seconde Guerre mondiale dans tous les pays européens. Et, selon l'Observatoire des inégalités, la moitié des salariés français à temps plein perçoivent un salaire mensuel inférieur à 1 500 euros. Que dire alors des quelque 4 millions de salariés à temps partiel non voulu et de ceux qui sont privés d'emploi ?

Alors qu'il était déjà bien bas, c'est aussi l'investissement des entreprises qui a encore diminué (1 %) au cours de la même période ; mieux vaut en effet alimenter la spéculation financière qui rapporte à court terme, tandis que l'investissement qui permet d'augmenter la productivité du travail est plus long à venir. À ce tableau intérieur français, s'est ajoutée la dégradation du commerce extérieur, largement influencée par les hausses de prix des produits pétroliers et des matières premières. Ces augmentations sont, en effet, très directement liées à la frénésie des « marchés » dominés par la spéculation et laissés sans la moindre régulation publique.

1. On trouvera des compléments à ce texte dans la Lettre du Conseil scientifique, n° 6, (www.france.attac.org/spip.php?article7372) et dans le compte-rendu du séminaire tenu le 21 juin 2008 à la Sorbonne « Spéculation et crises : ça suffit ! » (www.france.attac.org/spip.php?article8837, et <http://www.stop-finance.org>).

2. C. de Boissieu, J.-H. Lorenzi et O. Pastré, « Contenir la crise financière », *Le Monde*, 28 août 2008.

3. Cela consiste à emprunter pour acquérir une entreprise en mettant à la charge de celle-ci la dette contractée à cet effet. Faire payer l'achat par ceux à qui on l'a acheté, et profiter en plus de l'effet de levier qui grossit la rentabilité des fonds propres au-delà de la simple rentabilité de l'ensemble des capitaux. www.france.attac.org/spip.php?article8225.

BRISER L'ENGRENAGE DES CRISES

Par ailleurs, les États-Unis, d'où est partie la crise financière, s'octroient une rente monétaire à travers la domination du dollar sur l'économie mondiale. Malgré un surcroît considérable des avoirs étrangers aux États-Unis au regard de ceux des Américains hors de leur territoire (2 500 milliards de dollars en 2007), la Bureau des études économiques du Département du commerce nous apprend que les revenus financiers rapatriés aux États-Unis se sont élevés à 90 milliards en 2007. C'était 3 milliards en 1960 et 10 vers la fin des années 1990. Mais cette hégémonie monétaire des États-Unis pourrait être remise en cause, en raison de leur dette extérieure abyssale, de l'excès de liquidités en dollars dans le monde et de la concurrence de l'euro.

Crise sociale au Nord et au Sud

La remise en cause des conquêtes sociales et la crise alimentaire revient à considérer les citoyens, les six milliards et demi d'êtres humains, comme la variable première d'ajustement du système. La réalité est souvent décrite, avec grande précision, par les institutions internationales les plus respectables. C'est ainsi que la Banque mondiale publie, en août 2008, un rapport intitulé « Le monde en voie de développement est plus pauvre que nous ne le pensions, mais il n'enregistre pas moins de succès dans la lutte contre la pauvreté »⁴!

Bien sûr, la Banque mondiale s'empresse de noter que la pauvreté diminue dans le monde. Mais, comment pourrait-on imaginer qu'il en aille autrement quand le produit brut mondial a été multiplié par 3 depuis 1980, alors que, sur la même période, le coefficient de croissance de la population est inférieur à 1,5 ? Si le nombre d'êtres humains vivant avec moins de 1 dollar (non en parité de taux de change mais de pouvoir d'achat) est passé de 1,5 milliard de personnes en 1981 à 880 millions en 2005, remarquons l'origine de cette baisse de moitié. En effet, si on exclut la Chine, les chiffres deviennent respectivement 804 millions et, 25 ans plus tard, 773 millions ! C'est donc grâce elle que ce résultat a pu être enregistré. S'il n'est pas question de vanter ce pays et de l'élever au rang d'idéal du développement humain, il convient néanmoins de remarquer que le chemin emprunté par Pékin ne doit rien aux recettes économiques néolibérales mais, au contraire, tout à une régulation centralisée. La limite de 1 dollar par jour permet peut-être de rendre plus ou moins compte du nombre de personnes vivant et mourant dans un profond dénuement, elle est cependant moins adaptée lorsque le niveau de vie en général s'élève. Une autre série, calculée avec le chiffre de 2,5 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat, cela correspond à moins de 1,7 euros par jour) montre qu'on est passé de 2 740 millions de personnes à 3 140 millions en 2005 dans l'ensemble des pays en développement. Soit près de 50 % de l'humanité.

En revanche, il est évident que pour les ultra-riches recensés par Merrill Lynch, tout va bien. Tout comme pour les 10 % des Brésiliens les plus riches qui s'arrogent 45 % de la richesse nationale pendant que les 10 % les plus pauvres doivent survivre avec 0,9 % de ce que produisent tous les Brésiliens. Est-ce une coïncidence si c'est l'un des pays du monde qui compte le plus d'homicides ?

En matière d'éducation, près de 30 % des jeunes ne sont pas scolarisés en Afrique subsaharienne, région où l'on constate aussi, sur une période de 35 ans, une quasi stagnation de l'espérance de vie à la naissance, pendant que 63 % de la population n'a pas accès à l'eau potable.

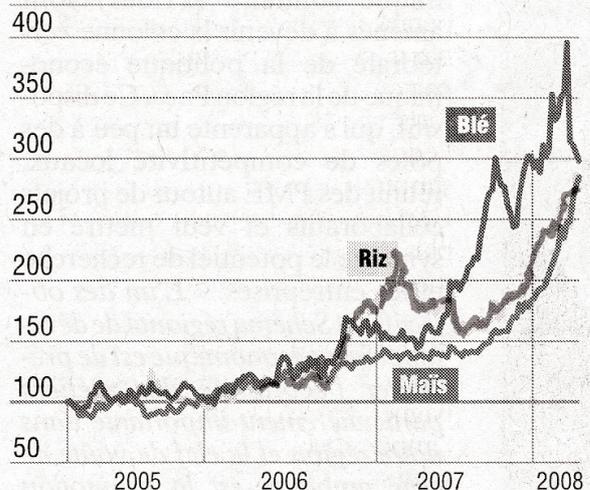
Dans de telles conditions, les émeutes de la faim qui ont éclaté dans de nombreuses régions du monde, ces derniers mois, sont compréhensibles. Le Programme alimentaire mondial (PAM), dans le cadre des Nations unies, tente de sauver de la mort plusieurs centaines de milliers d'êtres humains mais recense, macabre statistique, 25 000 morts par jour. Que peut faire le PAM avec un ridicule budget annuel de 700 millions de dollars, soit presque 1 000 fois moins que le budget militaire états-unien ?

Au cours de la dernière décennie, la multiplication par 4 du prix du blé, ou du riz, par 2 du soja, est due au modèle agricole imposé par le capitalisme, aux plans d'ajustement structurel qui ont sacrifié les cultures vivrières aux cultures d'exportation, aux agrocarburants qui se répandent progressivement (64 % de l'huile de colza utilisée au sein de l'Union européenne), à la consommation carnée, et, récemment à la flambée spéculative qui a saisi les marchés.

Toutes ces crises se cumulent pour détruire planète et population en enrichissant les détenteurs de capital. Ceux des États-Unis qui ont poussé leur production de maïs, pour vendre de l'éthanol, à 79 millions de tonnes, ceux de l'Union européenne, importatrice nette de produits et intrants alimentaires en provenance du Sud, ceux du Brésil qui ont engrangé en 2007 un excédent d'échanges agricoles de plus de 57 milliards de dollars. Tout cela a pour conséquence directe la déforestation particulièrement sensible dans le cycle de la montée des températures, la diminution des surfaces consacrées aux cultures vivrières, les matières premières agricoles considérées comme produits de spéculation, et, à terme, un bilan désastreux d'émissions de gaz à effet de

L'évolution du prix des céréales

A Chicago, base 100 fin décembre 2004



Source : *Le Monde*, 13 avril 2008

4. S. Chen, M. Ravallion, « The Developing World Is Poorer Than We Thought, But No Less Successful in the Fight against Poverty » Policy research working paper, 4703, août 2008, www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/08/26/000158349_20080826113239/Rendered/PDF/WPS4703.pdf

serre. Comme toutes les autres bulles, la bulle spéculative sur les produits agricoles éclatera et, à son tour, répandra ses effets catastrophiques sur les plus vulnérables. Déjà, le recul sensible du prix des matières premières par rapport au printemps 2008 prouve bien l'influence de la spéculation sur la plupart des marchés.

Crise écologique

De très nombreuses publications scientifiques ont démontré, d'une part, la gravité extrême de la situation, d'autre part, la responsabilité humaine dans la crise écologique. S'agissant du climat, les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ⁵ sont sans la moindre ambiguïté. Toutefois, se contenter de remarquer la nature anthropique du dérèglement climatique ne dit rien des responsabilités diverses : le rejet de CO₂ par habitant est 200 fois plus élevé aux États-Unis qu'au Niger.

Dans un rapport intitulé « Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030 », l'OCDE, fidèle à ses choix idéologiques, édicte une claire recommandation « généraliser les approches fondées sur les mécanismes du marché afin de permettre des gains d'efficacité et de parts de marché grâce à l'innovation ». Le marché, sauveur du monde ! Pourtant, le rapport ⁶ met en évidence quinze « feux rouges » allumés par l'OCDE :

- émissions mondiales de gaz à effet de serre ;
- preuves de plus en plus nombreuses que le changement climatique a déjà lieu ;
- qualité des écosystèmes ;
- disparition d'espèces ;
- espèces exotiques envahissantes ;
- forêts tropicales ;
- abattages illégaux ;
- fragmentation des écosystèmes ;
- pénurie d'eau ;
- qualité des eaux souterraines ;
- utilisation et pollution des ressources en eau par l'agriculture ;
- qualité de l'air urbain ;
- gestion et transport des déchets dangereux ;
- gestion des déchets dans les pays en développement ;
- substances chimiques dans l'environnement et dans les produits.

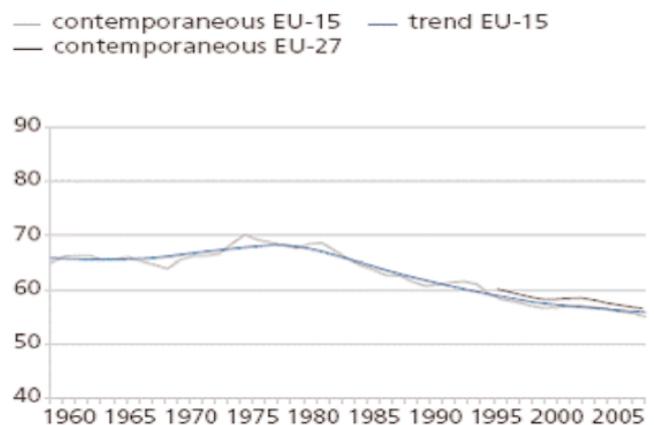
Il manque pourtant à cette liste impressionnante l'épuisement des réserves fossiles, pétrole et gaz naturel rapidement, charbon un peu plus tard, destinées à produire de l'énergie. Faisant preuve d'une violence certaine, quelques générations, ou plus exactement une infime minorité de chacune d'elles, se sont attribué le droit de priver, à leur profit, l'humanité à venir de ressources planétaires. En outre, elles sont à l'origine des émissions de gaz à effet de serre dénoncées, à juste titre, comme dangereuses pour l'avenir de la planète. Pour n'examiner que le seul CO₂, les scientifiques nous alertent à propos de l'augmentation des rejets. Ceux-ci ont varié modérément au cours des quatre dernières centaines de milliers d'années pour donner une concentration de quelque 290 ppm (parties par million) dans l'atmosphère terrestre. Ils ont augmenté de 70 % environ au cours des trois dernières décennies pour dépasser 430 ppm aujourd'hui, qui est un seuil considéré comme critique par de

nombreux experts. Pire, l'augmentation est maintenant de quelque 2 ppm par an !

Face à cela, que font les dirigeants économiques et politiques du monde ? Ils ont inventé un droit d'émissions de CO₂ en laissant le marché lui donner un prix. Certains parmi ceux qui sont sincèrement attachés à la préservation du climat, se sont laissés séduire, au motif qu'il paraissait positif de donner un prix à ce qui était gaspillé jusqu'alors. Pourtant, ce processus est doublement dangereux. D'une part, il ne prend pas en considération les capacités chimiques et biologiques de la terre et n'organise que le pouvoir d'accéder ou non aux marchés. D'autre part, tant que le profit résultant de l'activité productrice de CO₂ est supérieur à son coût, les émissions de gaz carbonique ne diminuent pas ; c'est ce qui se passe dans la pratique. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait imaginer une régulation politique internationale qui détermine les quantités d'émissions à ne pas dépasser impérativement et le prix à payer, sous forme de taxes, pour imposer le respect de ces seuils. Le marché est en effet fondamentalement incapable de répondre à une logique de bien public. Il ne se préoccupe que du prix susceptible de générer le profit maximum, pas de respecter le choix de société des citoyens, ni de s'inscrire dans les limites de viabilité.

Évolution de la consommation mondiale d'énergie

Chart 1: EU-15 and EU-27



Source : Agence internationale de l'énergie, www.iea.org

Dans ces conditions, la fuite en avant dans le nucléaire envisagée par certains gouvernements pour pallier la crise énergétique est absurde. L'Agence internationale de l'énergie reconnaît elle-même que le recours au nucléaire ne peut être une solution pour l'humanité car cette énergie ne représentera jamais plus que 6% de l'énergie primaire et à peine 3% de l'énergie finale.

Finalement, la crise écologique nous impose de repenser les rapports de l'humanité à la conception du progrès, à la science et à la nature, bien au-delà de la seule économie.

Que faut-il faire ?

Adopter une mesure de sauvegarde immédiate et généralisée au plan mondial : abandonner la régulation par les seuls marchés pour mettre en place une régulation de nature publique.

⁵ www.ipcc.ch/languages/french.htm.

⁶ Voir son résumé à www.france.attac.org/spip.php?article8355.

Pour cela, il faut user du relais que constituent les biens publics mondiaux (BPM)⁷ dont doivent s'emparer le mouvement altermondialiste et l'ensemble des mouvements sociaux et politiques pour l'imposer à tous ceux qui laissent les citoyens et la planète dans l'état que l'on sait.

Il s'agit de s'approprier, ou de se réapproprier, dans le cadre d'une gestion publique collective, tout ce qui doit permettre d'assurer à tous les êtres humains les éléments essentiels de la vie. Sans être limitative, une première ébauche montre assez l'ampleur de la tâche, en même temps que la profonde transformation qui s'ensuivra sur de nombreux domaines : climat et environnement écologique, santé et éducation, diversité culturelle, biologique et partage des connaissances, sécurité alimentaire et paix, stabilité financière, accès à l'eau et à l'énergie...

Il convient d'ajouter que le choix, la priorité, l'usage et le financement de ces BPM impliquent une pratique démocratique qui, pour partie d'ailleurs, reste à inventer. Aussi ces biens seront-ils, en permanence, adaptés aux besoins et aux choix des peuples.

À ce stade, il convient de définir une enceinte au sein de laquelle ils vont pouvoir être pris en compte : l'Organisation des Nations unies est la plus fondée, aujourd'hui, à pouvoir remplir ce rôle. Ce pourra d'ailleurs être l'occasion de mettre en œuvre les réformes, parfois radicales, que réclame Attac pour rendre l'ONU véritablement multilatérale.

Bien entendu, il ne saurait s'agir de faire adopter des « résolutions » qui viendraient s'ajouter aux centaines déjà existantes et jamais appliquées. Les dispositions prises dans ce cadre multilatéral et démocratique doivent être évidemment respectées par tous.

Seule, une large coopération mondiale permettra d'éviter les écueils bien connus du « passager clandestin » – se soustraire aux charges collectives – ou du « dilemme du prisonnier » – la compétition qui pousse à la plus mauvaise solution.

Pour la rendre opératoire, il faudra disposer des ressources nécessaires ; elles sont conséquentes mais pas introuvables. De nombreuses études, y compris celles du FMI et de l'OCDE, montrent les transferts d'une part importante des revenus du travail au profit de ceux du capital. La Commission européenne elle-même, qui peut s'enorgueillir d'avoir beaucoup œuvré pour parvenir à ce résultat, nous affirme, dans son étude portant sur 2007 ce qu'il en est pour l'Union européenne⁸. Entre 1975 et 2006, le transfert s'est élevé à plus de 12 % du PIB ; ce sont, en 2006, quelque 1 200 milliards d'euros qui ont ainsi été enlevés aux travailleurs pour être attribués aux actionnaires et autres propriétaires ! Bien entendu, ce transfert ne s'est pas opéré à la suite d'une quelconque magie. D'une part, les salaires ont été décrochés de la productivité du travail et, d'autre part, entre 1993 et 2007, la baisse de l'impôt sur les bénéfices

des entreprises a été générale. Le taux de prélèvement est passé de 38 % à 27 % pour l'ensemble du monde, l'Union européenne faisant mieux puisqu'elle a fait tomber son taux de prélèvement sur les profits de 38 % à 24 %.

On réalise facilement que des marges de manœuvres importantes existent, à la condition évidente de remettre en cause l'ordre établi, et ce, au niveau mondial pour instaurer une justice qui s'applique à tous, évitant ce faisant cette plaie que constitue l'évasion fiscale. Des taxes globales, coordonnées au niveau de l'ONU, sont une bonne solution, voire la seule à un horizon assez proche⁹.

Trois types de taxes devraient être mis en place de toute urgence si on veut freiner la dégradation croissante à laquelle on assiste :

- La première série se rapporte à toute l'activité financière, dont l'action prédatrice est largement démontrée par la crise financière actuelle. Près de 5 000 milliards de dollars chaque jour d'opérations de change et de bourse ne supportent pratiquement aucune taxe. C'est ce qui, dans le même temps, fait dire à la directrice exécutive du PAM, Josette Sheeran, qu'elle doit, en raison du manque de moyens financiers, choisir entre diminuer le nombre de rations alimentaires distribuées ou en réduire le contenu.

- On vient de rappeler combien la contribution aux charges collectives des propriétaires des entreprises étaient très largement insuffisante. Aussi faut-il instituer, au niveau mondial, une taxe additionnelle significative sur les bénéfices.

- Enfin, une troisième catégorie de fiscalité doit être instaurée, celle qui doit viser à réduire les dommages écologiques, en n'alourdissant pas toutefois davantage encore les inégalités sociales.

C'est au total, si les citoyens en décident ainsi, plus de 1 000 milliards de dollars (moins de 2 % du produit mondial), qui, chaque année pourront être collectés pour financer les biens publics qu'ils auront choisi de produire ou de protéger.

Cette réorientation des ressources est une condition sine qua non pour impulser un mode de développement alternatif, non productiviste, orienté vers une réponse de qualité aux besoins sociaux, s'appuyant sur des énergies renouvelables et sur la coopération entre les peuples au lieu du libre-échange généralisé et de la concurrence.

La mise en œuvre de toutes ces dispositions ne présente guère de difficultés techniques. Seul demeure un obstacle de taille, la volonté politique. Celle-ci devra être le fait des citoyens qui décideront d'imposer à leurs gouvernements de s'engager dans cette voie nouvelle. Elle devra s'inscrire dans une démarche de construction des droits des êtres humains et, plus généralement encore, du droit dans le monde.

7. On appelle « bien public mondial » ou « bien commun de l'humanité », un bien dont la propriété ne peut être aliénée en raison de son caractère essentiel à la vie (eau, air, climat, connaissances...) et qui, le plus souvent, exerce d'autant mieux ses effets qu'il est partagé et non approprié, <http://harribev.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/bien-commun.pdf>, <http://www.france.attac.org/spip.php?article3582>.

8. Commission européenne, *Employment in Europe, Report 2007*, chapitre 5, « The labour income share in European Union », p. 4 ; voir sa présentation par J. Cossart, <http://www.france.attac.org/spip.php?article8030>.

9. On ne reprendra pas ici le détail de tout ce qui peut être mis en place ni sa parfaite faisabilité, on pourra se reporter au document dit « Rapport Landau », <http://www.france.attac.org/spip.php?article7608>.